

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/REG/W/14**

6 mai 1997

(97-1952)

---

## **Comité des accords commerciaux régionaux**

### MODELE DE PRESENTATION TYPE POUR LA COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS SUR LES ACCORDS D'INTEGRATION ECONOMIQUE RELATIFS AUX SERVICES<sup>1</sup>

#### Note du Président

Le modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords d'intégration économique relatifs aux services a pour but de faciliter et de normaliser la communication des premiers renseignements par les parties à des accords commerciaux régionaux. Ce modèle est facultatif pour les parties et doit être considéré comme un ensemble de lignes directrices fournies par le Président concernant les renseignements essentiels qui pourraient être communiqués par les parties notifiant des accords commerciaux régionaux à l'OMC.

Conformément au mandat adopté pour l'examen des accords d'intégration économique relatifs aux services, le modèle de présentation type constitue un guide que l'on peut suivre pour la communication de renseignements pertinents en vue du processus d'examen. Les renseignements requis dans ce modèle de présentation type ne préjugent pas de la portée de l'examen de la compatibilité prévu dans le processus d'examen, et ne dispensent pas les parties à des accords d'intégration économique relatifs aux services de communiquer aux Membres tous les textes de lois applicables ainsi que des données commerciales et tarifaires détaillées. De plus, ils n'empêchent pas les Membres de poser des questions par écrit et de demander des renseignements supplémentaires aux parties (article V:7 a) de l'AGCS).

Comme les renseignements demandés dans le modèle de présentation type concernent principalement les disciplines commerciales appliquées en vertu des accords d'intégration économique, il est peu probable qu'ils fassent double emploi avec les renseignements communiqués à d'autres organes de l'OMC. Néanmoins, si tel était le cas, les Membres pourraient éviter toute charge administrative superflue en renvoyant à d'autres documents de l'OMC où les renseignements pertinents figurent déjà. Le Secrétariat veillera à ce que les renseignements nécessaires soient communiqués pour le processus d'examen.

---

<sup>1</sup>A sa réunion du 2 mai 1997, le Comité des accords commerciaux régionaux a pris note du modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords d'intégration économique relatifs aux services.

MODELE DE PRESENTATION TYPE POUR LA COMMUNICATION  
DE RENSEIGNEMENTS SUR LES ACCORDS D'INTEGRATION  
ECONOMIQUE RELATIFS AUX SERVICES

Lignes directrices du Président

**I. Renseignements généraux sur l'Accord**

1. Liste des membres et dates de signature, de ratification et d'entrée en vigueur
2. Nature de l'accord, notamment description de sa structure et du mécanisme d'intégration économique

Accord d'intégration, accord auquel sont parties des pays en développement, accord auquel ne sont parties que des pays en développement, accord intérimaire

Plan et programme

Relations entre l'accord et tout processus plus large d'intégration économique ou de libéralisation des échanges et description de ce processus et de ses objectifs

3. Champ d'application

Secteurs ou sous-secteurs, et modes de fourniture dans chacun des secteurs, visés par l'accord ou exclus. Le cas échéant, manière dont certains secteurs sont exclus. Secteurs, sous-secteurs et modes de fourniture qui seront visés par l'accord à un stade ultérieur.

4. Données économiques et commerciales

Dans la mesure du possible:

- Données relatives au commerce des services entre les parties à l'accord pour la période la plus récente pour laquelle on dispose de statistiques, par grand secteur ou sous-secteur visé par l'accord ou exclus et par mode de fourniture.
- Données relatives au commerce des services entre les parties à l'accord et le reste du monde pour différentes périodes représentatives.
- Données relatives au produit national des parties à l'accord dans les secteurs des services.

**II. Dispositions relatives au commerce des services**

1. Dispositions de l'accord relatives à l'élimination des mesures non conformes à l'article XVII. Restrictions discriminatoires au sens de l'article XVII de l'AGCS, y compris les mesures incompatibles avec les articles XVI et XVII actuellement appliquées par les parties, et les délais ou le calendrier prévu dans l'accord pour leur démantèlement. Restrictions qui demeureront en vigueur après que l'accord aura été mis en oeuvre intégralement.

1.1 Traitement des services et fournisseurs de services de pays tiers.

Méthodes pour l'établissement d'un traitement commun applicable aux pays tiers. Information sur les négociations au titre de l'article V:5 de l'AGCS, le cas échéant, et en particulier modifications proposées aux listes d'engagements spécifiques.

2. Règles d'origine

Critères généraux utilisés pour déterminer l'origine des services ou fournisseurs de services:

- Conditions requises pour obtenir la reconnaissance juridique d'une personne morale d'une partie à l'accord. Critère précisant la notion d'"importantes opérations commerciales".
- Critères et procédures utilisés au titre de l'article V:6.
- Le cas échéant, nature du traitement accordé par les Membres en développement comme prévu à l'article V:3 b), en ce qui concerne leurs fournisseurs nationaux et ceux des pays tiers.
- Modifications éventuelles des critères appliqués pour déterminer l'origine des services ou des fournisseurs de services (des parties ou de pays tiers) résultant de la mise en oeuvre de l'accord.

3. Normes/reconnaissance

Quelles dispositions figurent dans l'accord en ce qui concerne les prescriptions et procédures de qualification, les normes techniques et les prescriptions en matière d'agrément? Où en sont les parties à l'accord quant à la reconnaissance de leurs normes ou critères pour la délivrance d'autorisations, de licences ou de certificats aux fournisseurs de service (des parties ou des pays tiers)?

4. Sauvegardes

Description des mesures d'urgence et autres mécanismes de sauvegarde inscrits dans l'accord (par exemple, difficultés afférentes à la balance des paiements, questions relatives au développement, sauvegardes spéciales). Renseignements sur la question de savoir si les parties entendent ou non appliquer un régime de sauvegarde commun aux services ou fournisseurs de services de pays tiers. Renseignements sur la question de savoir si l'accord prévoit de soustraire les parties à l'accord aux mesures de sauvegarde appliquées aux pays tiers.

5. Subventions et aide de l'Etat

Description de tout traitement prévu dans l'Accord concernant les subventions et aides publiques, et indication des moyens offerts par l'accord pour contrer leurs effets sur les échanges entre les pays signataires.

6. Description, s'il y a lieu, du régime prévu dans l'accord pour les marchés publics

7. Dispositions sectorielles

Dans la mesure où il n'en a pas été question ailleurs, dispositions spécifiques applicables aux échanges commerciaux dans tel ou tel secteur de services. Renseignement sur la question de savoir si les parties entendent ou non appliquer un régime sectoriel spécifique commun aux services ou fournisseurs de services de pays tiers.

**III. Dispositions générales de l'accord**

1. Exceptions et réserves

Exceptions générales et exceptions en matière de sécurité prévues dans l'accord. Réserves formulées par l'une ou l'autre des parties à l'accord.

2. Adhésion

Renseignements sur toute disposition permettant à d'autres pays d'adhérer à l'accord.

3. Procédures de règlement des différends

Description des mécanismes prévus pour résoudre les différends entre les parties à l'accord et rapport entre ces mécanismes et les instruments intergouvernementaux de règlement des différends auxquels les parties ont souscrit au titre d'autres accords bilatéraux, plurilatéraux et/ou multilatéraux.

4. Lien avec d'autres accords commerciaux

Renseignements concernant la question de savoir si l'accord établit ou non un lien spécifique avec d'autres accords commerciaux bilatéraux, plurilatéraux et/ou multilatéraux.

5. Cadre institutionnel

Structure et fonctions des institutions intergouvernementales et/ou supranationales établies pour appliquer l'accord. Responsabilités des entités nationales dans la formulation et la mise en oeuvre des politiques liées à l'accord.

**IV. Autres**

A des fins de transparence, tout autre renseignement pertinent concernant les dispositions de l'accord.